

Qualité de l'air : Les Franciliens restent préoccupés et prêts à l'action

[22 janvier 2026] Airparif publie aujourd'hui les résultats d'une enquête sur la perception de la qualité de l'air en Île-de-France, menée par Ipsos BVA pour Airparif. Cette étude met en lumière l'importance accordée par les Franciliens à la qualité de l'air qu'ils respirent, tant dans leurs préoccupations environnementales que dans leurs comportements quotidiens. Elle révèle également une attente forte vis-à-vis des pouvoirs publics, jugés insuffisamment engagés sur le sujet, et souligne le rôle central d'Airparif dans l'accompagnement des politiques publiques en faveur de l'amélioration durable de la qualité de l'air.

La qualité de l'air, une préoccupation majeure des Franciliens

La pollution de l'air constitue une préoccupation environnementale majeure pour les Franciliens. Près d'un Francilien sur deux (49 %) la cite parmi ses trois principales préoccupations environnementales, la plaçant en deuxième position, juste derrière le changement climatique, et cela, quel que soit le territoire (Paris, Métropole du Grand Paris, Grande Couronne). Cette inquiétude se traduit concrètement dans les comportements : la moitié des Franciliens déclare avoir déjà modifié au moins une de ses habitudes afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air.

Ces changements concernent notamment l'aération du logement, le choix du mode de transport ou encore les pratiques de chauffage. Ces résultats montrent que la qualité de l'air n'est pas perçue comme un enjeu abstrait, mais comme une problématique directement liée au cadre de vie et à la santé, pour laquelle les citoyens se sentent individuellement concernés.

Les Franciliens sont favorables à ce que leurs dirigeants s'engagent davantage sur le sujet de la qualité de l'air

Si les Franciliens se mobilisent à titre individuel, ils estiment néanmoins que l'action publique demeure insuffisante. Près de huit Franciliens sur dix (78 %) jugent que les responsables politiques, dans leur ensemble, n'agissent pas assez, voire pas du tout, pour lutter contre la pollution de l'air. Cette perception s'accompagne d'un large soutien aux politiques publiques visant à réduire les émissions polluantes.

Ainsi, plus de la moitié des Franciliens se déclarent favorables à l'existence d'une zone à faibles émissions (ZFE), y compris parmi les automobilistes réguliers, qui sont 51 % à y être favorables. Parmi les personnes non opposées au principe d'une ZFE, une large majorité (74 %) se dit même favorable à un durcissement du dispositif. Concernant le chauffage au bois, la moitié des Franciliens est favorable à l'interdiction des cheminées ouvertes, fortement émettrices de particules fines, à usage d'agrément à l'échelle régionale.

Plus largement, près d'un Francilien sur deux considère que la réduction des énergies fossiles constitue un levier commun pour lutter à la fois contre le changement climatique et la pollution de l'air. Les

politiques publiques apparaissent ainsi comme des outils essentiels pour répondre à ces enjeux, à l'image des mesures mises en œuvre à différentes échelles (européenne, nationale, régionale et locale) qui ont permis de réduire de près de 50 % les niveaux de particules fines et d'oxydes d'azote en Île-de-France au cours des vingt dernières années.

Les Franciliens ont une connaissance partielle des enjeux de la pollution de l'air

Si la pollution de l'air est largement perçue comme un enjeu de santé publique, les Franciliens en appréhendent encore imparfaitement les causes, les effets réels sur la santé et les évolutions récentes de la qualité de l'air.

Près de 90 % des répondants ignorent que la qualité de l'air s'est significativement améliorée en Île-de-France au cours des dix dernières années, alors même que les concentrations de particules fines et de dioxyde d'azote ont diminué de 35 à 45 % sur la période. Les sources de pollution sont elles aussi mal connues, ce qui complique la compréhension des enjeux. Cette méconnaissance contribue à alimenter une perception d'inefficacité des politiques publiques, malgré une bonne identification des leviers d'action, comme le développement des transports en commun (cité par 84 % des répondants comme une mesure de réduction) ou la réduction de la place de la voiture en ville (70 %).

Sur le plan sanitaire, les conséquences de la pollution de l'air demeurent partiellement méconnues. La part des décès prématurés attribuables à la pollution de l'air est sous-estimée par 39 % des Franciliens et reste inconnue pour 43 % d'entre eux. Pourtant, on estime que la pollution de l'air est toujours responsable d'environ 8 000 décès prématurés chaque année en Île-de-France, bien que ce chiffre soit en baisse du fait de l'amélioration de la qualité de l'air.

En matière de morbidité, les Franciliens associent prioritairement la pollution de l'air aux difficultés respiratoires, citées par huit personnes sur dix. Les cancers, les irritations oculaires et les troubles cardiovasculaires sont également identifiés par près de la moitié des répondants. En revanche, l'impact de la pollution de l'air sur d'autres pathologies chroniques, telles que le diabète, l'infertilité, la maladie de Parkinson ou le faible poids des bébés à la naissance demeure largement méconnu de la population.

Ces résultats soulignent l'importance de poursuivre les efforts d'information, de sensibilisation et d'évaluation de l'impact des politiques publiques mises en place, afin d'apporter une meilleure compréhension des enjeux aux franciliens, de lutter contre les idées reçues et de renforcer leur adhésion aux politiques publiques visant à améliorer durablement la qualité de l'air en Île-de-France.

Le rapport de l'enquête de perception : Ipsos bva et Airparif, **Perceptions sur la qualité de l'air en Île-de-France**, octobre 2025 [en ligne]

Le résumé aux décideurs : Airparif, **Enquête de perception de la qualité de l'air en Ile-de-France : quels résultats ?**, janvier 2026 [en ligne]

Airparif Dossier, **Un air meilleur, un atout pour les territoires : les bénéfices économiques, sanitaires et sociaux de l'amélioration de la qualité de l'air**, janvier 2026 [en ligne]

Contact presse :

Equipe communication d'Airparif : communication@airparif.fr